

Pay what you can: le pari gagnant des théâtres

Née en Angleterre, la formule s'est installée dans les théâtres belges pendant le covid. Aujourd'hui, alors que de plus en plus d'institutions adoptent cette billetterie responsable et solidaire, le « Pay what you can » apparaît comme une piste anti-crise pour soulager le portefeuille en souffrance du public.

Article réservé aux abonnés



A l'Atelier 210, où se jouera «En finir avec Eddy Bellegeule», le Pay what you can est en vigueur. - Alice Piemme.



Par **Catherine Makereel** (</3773/dpi-auteurs/catherine-makereel/>)

Publié le 12/10/2022 à 17:27 | Temps de lecture: 4 min

La nature humaine est finalement bien faite. D'instinct, on pourrait croire qu'un spectateur, laissé libre de choisir combien dépenser pour une pièce, choisira forcément le tarif le plus bas. Qu'au moment de cliquer sur 7, 13, 19 ou 30 euros, peu importe son statut financier, il en « profitera » pour payer le moins possible. L'humain est pourtant loin d'être intrinsèquement radin. En ce qui concerne la culture en tout cas. C'est ce qui ressort des institutions qui ont tenté, avec succès, l'expérience du *Pay what you can* (« Payez ce que vous pouvez ») en Belgique.

Née en Angleterre, la formule est simple. A chaque représentation, on vous propose une série de prix, le prix souligné étant le prix suggéré. Vous avez du mal à joindre les deux bouts en ce moment ? Vous pouvez choisir le prix le plus bas. Vous pouvez au contraire vous permettre un prix plus élevé ? Vous le faites afin que d'autres puissent payer moins. Au Kaaitheater, où le *Pay what you can* est en vigueur depuis juin 2021, les résultats sont inespérés. « Quand Barbara Van Lindt et moi sommes arrivées au Kaaitheater, nous avons proposé le projet *How to be many*, avec notamment une politique tarifaire plus accessible », se souvient Agnes Quackels, co-coordinatrice du théâtre bruxello-flamand. « L'autre élément déclencheur, c'était le coronavirus qui nous forçait à repenser les choses alors que nous n'avions qu'une demi-saison, des demi-salles, sans abonnements. »

Rajeunissement du public

Le duo met alors le *Pay what you can* sur les rails, en même temps qu'une enquête en ligne qui permet d'en comprendre l'impact. En voici quelques chiffres : 22 % du public explique venir plus souvent, 19 % avoue réserver parce que le tarif est accessible, 25 % du public vient ainsi au Kaaithheater pour la première fois, 40 % a moins de 35 ans, ce qui représente une augmentation significative pour ce théâtre. Bien sûr, certains de ces effets sont aussi liés à une programmation qui, dans le même temps, s'est portée vers d'autres publics, mais tout cela a convaincu l'équipe de poursuivre l'expérience. « Financièrement, ça marche parce que beaucoup payent le tarif moyen ou plus », souligne Agnes Quackels. « Et ceux qui payent moins viennent plus souvent. Là où on perd en prix par ticket, on le récupère sur le nombre. »

Ce cas d'école fait florès puisque d'autres théâtres s'emparent aujourd'hui du *Pay what you can*, à l'image de l'Atelier 210 ou du Théâtre Varia. Mais aussi du Rideau de Bruxelles, avec un système légèrement différent : chaque pièce est à un tarif minimum de 8 euros et, à partir de là, les spectateurs payent ce qu'ils veulent/peuvent. « L'objectif premier était de rendre la culture accessible au plus grand nombre », précise la directrice Cathy Min Jung. « Avec une tarification classique, on assigne les gens – plus de 60 ans, moins de 24 ans, tarif précaire – alors que le *Pay what you can* permet de supprimer ces catégories socio-économiques. »

Faire confiance au jugement des gens

Avec le recul – le système est en place depuis la saison dernière – l'équipe du Rideau est très contente de l'expérience. « Les publics sont responsables et solidaires et donc le prix moyen n'a pas diminué. » Si la fourchette varie entre 8 et 32 euros, la moyenne semble tourner autour de 10-15 euros. « Le public habitué est là mais on a aussi eu une augmentation de la fréquentation, avec un public qui s'est rajeuni, ce qui est aussi lié à la programmation. » Cathy Min Jung reconnaît que se lancer dans cette formule peut paraître risqué mais elle se frotte les mains aujourd'hui d'avoir fait ce pari. « Je comprends que certains se disent que ça représente un risque, le risque de faire confiance au bon jugement des gens. S'ils estiment qu'ils n'ont pas les moyens d'aller au théâtre, ils n'iront peut-être pas. Mais s'ils estiment que c'est vital pour eux, ils sont capables de décider ce qui est juste comme prix. »

A l'heure où la crise énergétique, entre autres freins économiques, réduit toujours un peu plus le pouvoir d'achat, chaque théâtre y va bien sûr de ses pistes pour faciliter l'accès de ses spectacles. Au centre culturel des Riches-Claires par exemple, les Lundi-Théâtre ou les soirées Scènes d'envol sont à 6 ou 8 euros. Le *Pay what you can* n'est certainement pas la seule solution anti-crise mais il offre une très humaniste et contre-intuitive piste.